

A propos d'une conférence sur l'information

Autor(en): **Sydler, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Nachrichten / Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare,
Schweizerische Vereinigung für Dokumentation = Nouvelles /
Association des Bibliothécaires Suisses, Association Suisse de
Documentation**

Band (Jahr): **40 (1964)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-771219>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NACHRICHTEN - NOUVELLES NOTIZIE

VSB - SVD ABS - ASD

1964

Jahrgang 40 Année

Nr. 1

A PROPOS D'UNE CONFÉRENCE SUR L'INFORMATION

Jean-Pierre Sydlér

Sous l'égide de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) a eu lieu à Stockholm du 7 au 9 oct. 1963 une conférence organisée par l'académie suédoise de sciences de l'ingénieur sur la «Communication des connaissances scientifiques et techniques à l'industrie». Nous avons eu l'honneur d'y être délégué pour la Suisse.

Les onze exposés que l'on eut l'occasion d'entendre furent groupés pour éclairer chaque jour une face de ce vaste sujet et se rapportèrent successivement à l'information pour la petite et moyenne entreprise, à l'information pour les grandes entreprises et à l'information scientifique et technique par les moyens de grande diffusion (presse, radio, télévision). Nous ne tenons pas à donner ici un résumé de ces conférences, d'autant plus qu'il paraîtra bientôt un compte-rendu détaillé. Nous préférons glâner quelques idées et nous permettre quelques considérations.

Le fait que ce congrès avait été prévu par l'OCDE révèle déjà le rôle croissant que joue l'information dans le développement économique. Il n'y a pas très longtemps, seules les bibliothèques étaient à la disposition de l'industrie pour l'orienter sur les progrès scientifiques et techniques. On parla ensuite de documentation, puis d'information et il est même question aujourd'hui d'officiers d'innovation technique. Cette évolution toujours plus rapide soulève des quantités de problèmes dont les aspects dépendent fort du point de vue d'où on les considère.

Pour les petites industries déjà, l'information prend de nombreuses formes. Très souvent, elle est complètement négligée ou inconnue; parfois, elle consiste en des renseignements précis sur la qualité ou le coût d'une machine ou d'un procédé particulier, mais il est rare qu'on lui reconnaisse une grande importance. En général, la haute conjonc-

ture enferme tous les spécialistes dans le cercle des occupations urgentes et le manque de main-d'œuvre ne permet pas la création d'une section de recherche. Or, il est probable que bien des méthodes nouvelles seraient plus productives et économiques que les procédés routiniers que l'on n'a pas le temps de modifier ou d'adapter. Si l'on considère que la fédération internationale des petites firmes compte environ 2 millions de membres, employant de 5 à 500 collaborateurs, on imagine les conséquences considérables qu'une bonne information pourrait avoir. Mais qui est responsable de cette information? Est-ce un phénomène qui naîtra de lui-même dans les firmes sous l'effet de la concurrence, est-ce la mission des bibliothèques et des centres de documentation, est-ce une des fonctions du gouvernement? A ces questions, autant de réponses différentes. Certains pays connaissent des institutions plus ou moins officielles dont les agents de liaison et les officiers d'information rendent visite aux firmes pour les éclairer et leur montrer les avantages qu'elles auraient à se mieux documenter. Mais ces contacts demandent une véritable armée de spécialistes; on peut pallier partiellement cette difficulté en organisant des conférences pour l'industrie, mais comment persuader les firmes d'y participer? Les bibliothèques qui prennent conscience de ces problèmes n'ont pas encore le prestige nécessaire pour convaincre les intéressés et une intervention de l'état serait considérée comme une ingérence insupportable.

Pourtant l'industrie n'est pas laissée à elle-même. On a lancé l'idée d'une assurance-recherche, couvrant les dépenses non amorties par les résultats d'une recherche, stimulant ainsi les initiatives en diminuant les risques; le fonds public ou parapublic nécessaire à cette institution pourrait assurer en même temps une garantie pour les prêts consentis par les banques.

Il existe également des instituts qui effectuent pour les firmes des recherches sous contrat. Ils ont bien des avantages, mais des recherches engagées par l'institut peuvent être plus ou moins imposées après coup aux firmes. Quant aux nouvelles connaissances qui naissent de ces travaux, comment peut-on les répandre et les publier sans toucher au secret professionnel?

Une meilleure organisation de l'information présente indubitablement des avantages. On a même émis l'idée paradoxale de remplacer la concentration des renseignements par la centralisation des firmes elles-mêmes, la fabrication étant planifiée et liée géographiquement, ce qui souleva le tollé des individualistes. La rationalisation des moyens d'information est réalisable (et même partiellement réalisée) de différentes façons, parfois contradictoires. On peut envisager une solution géographique, en développant un centre régio-

nal important capable de renseigner toutes les industries d'un pays, ou une solution par branche, un centre commun informant les firmes d'une même spécialité de tous les pays. Les deux systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients, et tous deux ont fait leurs preuves; il suffit de citer comme exemple le Centre National de la Recherche Scientifique d'une part, Euratom de l'autre.

Les grandes firmes connaissent elles aussi des difficultés dans le domaine de l'information. Cela apparut clairement lorsque le chef d'une grande entreprise analysa les facteurs qu'un directeur doit peser pour prendre une décision. Les informations techniques étrangères à la firme doivent être étudiées et parfois vérifiées avant d'être amalgamées aux résultats des propres recherches; il faut aussi tenir compte de toute l'information économique (autre vaste domaine dont il ne peut guère être question durant la conférence de Stockholm) et estimer encore les transformations qu'un nouveau programme apportera à l'organisation existante; c'est seulement alors que seront réunis les éléments essentiels qui feront éventuellement pencher la décision d'un côté ou de l'autre. L'information scientifique et technique n'apparaît plus guère qu'à un stade primaire, mais son rôle n'en est pas moins fondamental.

Il s'agit là de firmes exemplaires. D'autres se contentent des documentations existantes et renoncent même à avoir elles-mêmes une bibliothèque si elles peuvent profiter d'un organisme public avec un bon service de reproductions.

Toute la gamme des possibilités est représentée. Un cas particulièrement intéressant est celui de la France. Le centre de documentation du CNRS est estimé trop petit par certaines industries, bien qu'il dépouille déjà de 6 à 7000 périodiques. On étudie actuellement la création d'un institut national d'information; on parle d'un personnel de 400 personnes, d'un équipement automatisé, permettant la mise en valeur de 25 000 périodiques. Le centre pourrait assumer la rédaction et la diffusion de fiches analytiques, les recherches bibliographiques, les études et synthèses documentaires en collaboration avec les centres déjà existants, et cela beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui. Il faudra éviter de refaire à double le travail des grands services internationaux de documentation des domaines particuliers, énergie atomique, recherche spatiale, pétrole, etc., ou celui des centres inter-entreprises, mais un tel institut pourrait coordonner et renforcer la collaboration nationale et internationale.

Il est évident que l'information et la documentation ne peuvent pas ignorer les progrès de la technique pour leur propre développement. Il ne put être question en trois jours de parler des machines et des procédés modernes capables d'améliorer le fonctionnement

des services documentaires et on se limita aux moyens de diffusion. Reconnaissons même qu'on ne parla guère que de vulgarisation. A l'âge de la bombe atomique, le grand public s'intéresse à la technique et il arrive que des sujets scientifiques dotés d'un pouvoir de choc suffisant occupent les premières pages des quotidiens jusqu'ici réservées aux catastrophes, aux scandales ou à la politique. Les grands journaux sont conscients de cette évolution et engagent maintenant des chroniqueurs scientifiques. A la télévision, on s'efforce d'incorporer les informations techniques aux émissions suivies par un large auditoire. Si on les transmet pour elles-mêmes, on atteint plus facilement les spécialistes qui désirent les voir et qui savent où et quand les capter, mais le téléspectateur moyen les évite plus ou moins instinctivement, et l'information ne touche guère que des convertis. Par contre, chacun tolérera et suivra un court exposé technique judicieusement introduit dans un programme de variétés. Les intellectuels estimeront que l'on jette ainsi les bases d'une culture de masse à bon marché. Le système a tout de même sa raison d'être: Les progrès techniques des dernières décennies ont engendré une peur latente et panique qu'une vulgarisation scientifique réussira peut-être à combattre. Et du même coup, en inculquant à un vaste public des notions même élémentaires sur la science, on suscitera peut-être quelques vocations de chercheurs et bien des jeunes désireront compléter leur connaissances. Les spécialistes eux-mêmes seront mis presque automatiquement en contact avec d'autres domaines qui élargiront leur horizon. Cette vulgarisation ne devrait d'ailleurs pas supprimer l'information approfondie que radio et télévision peuvent donner, en livrant à domicile les conférences pour lesquelles on ne se dérangerait pas, par fatigue ou par paresse. Une multiplication des chaînes d'émission permettra de développer aussi ce genre d'orientation.

Il y a quelques années, nous demandions une clarification des notions de documentation et d'information, les deux termes étant souvent pris l'un pour l'autre, surtout à cause de l'influence de l'anglais. L'évolution a été rapide et aujourd'hui on ne parle plus guère que d'information. Par contre, on accorde à ce terme une série considérable d'acceptions, au point que la conférence de Stockholm en parut confuse, chacun donnant aux mêmes mots des sens différents. Mais cette disparité même fait ressortir la complexité du problème. Nos brefs propos ont relevé quelques-unes des significations accordées au mot «information». Ce peut être une documentation active, des précisions sur un sujet particulier ou sur les documents relatifs à ce sujet, mais c'est aussi bien des renseignements sur les sources ou les services capables d'informer ou de documenter, et c'est encore la

vulgarisation. On souligne souvent les liens étroits qui existent entre l'information et l'éducation, mais le terme d'éducation prête lui aussi à confusion; on lui donne parfois les sens de formation de la capacité de comprendre (un texte technique par exemple), mais aussi celui de renseignements sur les sources du savoir. Il nous semblerait utile de se mettre d'accord sur les définitions si l'on veut éviter qu'information fasse penser à informe!

L'évolution est très rapide dans le domaine de l'information. De nombreux pays cherchent la solution qui leur conviendra le mieux. En Suisse, on connaît déjà quelques réalisations; il existe des cas d'information générale ou inter-entreprises, des institutions de recherches et de documentation, mais on n'a peut-être pas encore pris conscience de l'ampleur du problème. Si ces courtes notes pouvaient susciter quelques réflexions, elles auraient aussi contribué au développement de l'information; la question n'en serait pas résolue pour autant et elle mériterait d'être étudiée sur plan national par tous les intéressés. Nul doute que les bibliothécaires et les documentalistes suisses pourront jouer dans ce domaine un rôle important, pour la recherche d'une solution générale comme pour l'amélioration ingénieuse et rationnelle des procédés à tous les stades de l'information.

ZWEITER INTERNATIONALER KONGRESS FÜR MEDIZINISCHE BIBLIOTHEKSKUNDE

vom 16. bis 22. Juni 1963 in Washington, D. C.*

Etwa tausend Teilnehmer aus sechzig Ländern trafen sich zu diesem mit äußerster Sorgfalt und Gründlichkeit vorbereiteten und durchgeführten Kongreß über «Die Bibliotheken im Fortschritt der Medizin». Rund vierzig Referate mit anschließenden Diskussionen behandelten eine Fülle von Problemen grundsätzlicher Art, oder aus den Aspekten einzelner Länder oder Bibliothekstypen, mit be-

* Der «First International Congress on Medical Librarianship» fand vom 20.—25. Juli 1953 in London statt. Proceedings siehe: Libri. 3, 1954. Copenhagen, Munksgaard.

Die Abstracts des «Second International Congress on Medical Librarianship» sind publiziert in: Excerpta Medica. International Congress Series, 56. Amsterdam 1963. Die Proceedings werden erscheinen in: Bulletin of the Medical Library Association. 52, 1964, no. 1. Chicago, Illinois, Medical Library Association.